

le monde libertaire



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1278
25 avril au 1^{er} mai 2002

2 €
ISSN 0026-9433

Élections pestilentielles



Alors, heureux ?

À CEUX QUI ONT PRODUIT, sur commande, et depuis des années, les sondages alarmistes sur « l'inquiétude des Français ». Aux journalistes et à leurs chefs, vendeurs d'armes pour la plupart. Aux directeurs de campagne. Aux hommes de communication qui jusqu'au bout auront pensé qu'une élection se gagne au centre (sombre non-sens dont Jospin, après d'autres, fait maintenant les frais). Aux policiers et aux gendarmes défilant pour un peu de thunes. Aux élus locaux se plaignant du manque de moyens, et aux non-élus réclamant l'éradication sur-le-champ de l'insupportable délinquance gangrenant leurs quartiers... Aux candidats, enfin, qui, du haut de leur suffisance et certains, pensaient-ils, d'être présents au second tour, ont conclu de long temps un accord tacite selon lequel l'insécurité occuperait la place centrale dans la

campagne à venir... Aux donneurs de leçon et aux donneurs de claques, aux marchands de peur et à tous ceux qui, à défaut de pouvoir proposer quelque chose de neuf, ont décidé d'en rajouter dans le domaine sécuritaire, nous disons aujourd'hui bravo! Bravo, et bon courage. Car ce n'est pas tant Le Pen qui a gagné ce soir que ceux-là, qui ont aimé jouer avec la peur, alimenter la peur de l'électeur lambda. Alors, heureux ?

Certes, il est déprimant de vivre dans un pays où, une fois retranché les résultats de l'abstention (28,5 %, record absolu pour une présidentielle), 20 % des votants ont fait le choix de l'extrême droite. Ça représente tout de même plus de cinq millions et demi de personnes ayant voté Le Pen ou Mégret... Mais il est encore plus déprimant de

Suite en page 3

«Socialiste révolutionnaire? C'était jadis un pléonasmе,
c'est maintenant un paradoxe.»

Léo Campion

Manifestations

le 1^{er} mai

Paris: 12 heures,
Place des Fêtes

Hennebon (56): 10 h 30

Saint-Nazaire: 11 heures

Voir agenda

Un chantier pour l'alternative sociale

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE s'achemine vers un scénario à l'italienne. Certes, le tandem Chirac-gauche sera très probablement reconduit. Car après la réélection de Chirac comme président, les électeurs voudront rétablir la balance de la « cohabitation ». Ils éliront certainement un Parlement de gauche, après une campagne électorale où les bureaucrates du PS redécouvrirent les travailleurs et promettent quelques strapontins aux rescapés de la gauche plurielle, et plus si affinités.

Mais la percée de Le Pen devra nécessairement se traduire, dans le système en place, par une consécration institutionnelle, une représentation, ou par un durcissement politique vers un libéralisme dont le vernis populiste ne tardera pas à s'écailler. La scission FN-MNR était risquée pour l'extrême droite. Elle a finalement ouvert la voie à ce qui s'est passé en Italie, avec un post-fascisme dépassant le néo-fascisme. Qui sera le Berlusconi français? Il est trop tôt pour le dire. Une chose est sûre: le post-fascisme, qu'on voit aussi en Autriche, en Suisse ou ailleurs, prendra nécessairement des formes différentes du fascisme historique. Il n'en sera que plus redoutable. Il musclera la démocratie blindée, pratiquera l'ultralibéralisme en économie, s'attaquera aux immigrés et démantèlera la protection sociale.

Le Pen a provisoirement triomphé car, comme il n'a cessé de le dire lui-même, la lepénisation des esprits était déjà bien avancée. Dans une médiocratie où, quoi qu'on en dise, les citoyens peuvent se faire une meilleure opinion des personnes et des idées qu'au XIX^e siècle, où l'offre électorale était cette fois particulièrement fournie avec seize candidats représentant des sensi-

Suite en page 3

M 02137 - 1278 - F. 2,00 €



FOP 2520

Vie du mouvement

Jedi 25 avril

Paris 1^{er}

Action portes ouvertes du RATP, rendez-vous à 18 heures, place du Château.

Lyon 1^{er}

Projection-débat à 20 heures « Gorleben : luttes en Allemagne contre l'enfouissement des déchets nucléaires » à la Maison de l'écologie, 4, rue Bodin.

Vendredi 26 avril

Villeurbanne

Le collectif de soutien aux sans-papiers et aux demandeurs d'asile organise des infos-débats (à 18 heures) et un concert (à 20 heures) avec le Peuple de l'herbe, El Mossili et El Manara au CCO, 39, rue George-Courtelaine. Bus 27 ou 37, arrêt Antonins ; tram arrêt INSA.

Projection-débat à 20 heures « les Irradiés du nucléaire : sur les dangers encourus par les travailleurs intrinsèques du nucléaire », au Palais du travail, place Lazare-Goujon.

Samedi 27 avril

Lyon

Dans le cadre du Festival des résistances du 19 avril au 5 mai, Stop nucléaire Lyon organise une manifestation « pour l'arrêt immédiat du nucléaire ». Avec le soutien de l'UR de la CNT et de l'UL de la FA de Lyon.

Lille

« Écriture en action », premier salon anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire du livre. Tables de presse de nombreux éditeurs (dont les éditions du Monde libertaire), atelier d'écriture,

théâtre, conférence-débat... De 13 à 20 heures, à la Maison de quartier, théâtre Massenet, rue Massenet (M^o Fives). Entrée libre.

Vannes

16^e anniversaire de Tchernobyl, flottille antinucléaire contre le bateau « Défi Areva ». À La Rabine : exposition gratuite de photos de Paul Fusco sur Tchernobyl. Concerts l'après-midi et en soirée.

Nîmes

Conférence publique au centre Pablo-Neruda de Nîmes, de 10 à 14 heures pour une journée de forum, d'expositions, de stands d'associations antinucléaires, qui se conclura par une manifestation. Collectif antinucléaire, dont fait partie la FA.

Rennes

Le groupe La Commune de la Fédération anarchiste organise à Rennes, à la maison de quartier de Villejean (rue de Bourgogne), des journées libertaires. Au programme : des débats, des rencontres avec des auteurs, des expositions et des concerts avec les Oisives et les Casse-Pipe. Tarifs en location pour les deux jours : 13 € ; sur place : 17 €. Dans les deux cas repas compris. Programme et réservation au local de la Fédération anarchiste, 9, rue Malakoff. Tél : 02 99 67 92 87. Permanence les mercredis et samedis après-midi.

Paris 11^e

Dans le cadre du FRAP (Festival des résistances alternatives sur Paris), fête des dix ans du Réseau No Pasaran. Concerts : les Pélicans frisés (ska), Garage Lopez (punk rock), Killa Cartoon (rap). Projection vidéos (la ballade des sans-papiers, Don't clean up the blood (Gènes)...). Exposition : Dix ans d'affiches du Réseau No Pasaran. Débat : antipatriarcat, transports

Agenda



gratuits... Tables de presse. Prix d'entrée : 5 €. Au CICP, 21^{me}, rue Voltaire, M^o Nation ou Rue-des-Boulets.

Saint-Etienne

À 15 heures, Stop nucléaire Lyon organise une manifestation « pour l'arrêt immédiat du nucléaire ». Départ place de la Liberté.

Dimanche 28 avril

Paris 1^{er}

Action antisécuritaire et antifasciste organisée par la Fédération anarchiste. Rendez-vous à 14 heures, place du Château.

Paris 11^e

Fête des dix ans du Réseau No Pasaran (suite). Débats, films et expos (voir le 27 avril), concerts : Mokoka (punk rock), Turtles rambblers (folk), Junior Murill (garage).

Saint-Etienne

Le groupe Penser/agir de la FA organise une conférence sur les alternatives éducatives et sociales à Tivaouane au Sénégal avec David Rappe et Guillaume Burnod. À 18 heures à « 14 Mois », 30, rue des Frères-Chappe.

Mardi 30 avril

Lyon 1^{er}

Conférence-débat « face à l'illusion électorale... agir au lieu d'élire » animée par des militants de la FA à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Mercredi 1^{er} mai

Bourges

À l'occasion du 1^{er} mai du mouvement social à La Charmille, le collectif des libertaires de Bourges organise le « Panorama du livre social ». Présentation et ventes ; commandes possibles. Collectif des libertaires de Bourges, c/o Le Cercle carré, BP 6021, 18024 Bourges cedex.

Hennebont

À 10 h 30 : les libertaires du Morbihan se retrouvent pour la manifestation sociale et organisent une soupe populaire végétarienne à l'issue du défilé.

Paris 20^e

Manifestation à 12 heures, place des Fêtes, à l'appel de la CNT et de la FA.

Saint-Nazaire

« 1^{er} mai revendicatif » dédié aux victimes de l'aliénation du travail. Les libertaires nazairiens et de la région donnent rendez-vous à 11 heures sur la terrasse de la base sous-marine, pour un rassemblement revendicatif. Deux expositions seront présentées : « l'Histoire du 1^{er} Mai » et « la Littérature prolétarienne ».



Radio libertaire

Jedi 25 avril

Si Vis Pacem de 18 heures à 19 h 30 : agir pour une Europe sans armées et sans marchands d'armes, c'est construire la survie des humains.

Samedi 27 avril

Chroniques rebelles de 13 h 30 à 15 h 30 : filmer l'histoire avec Larry Portis, Læticia Mikles et Laurent Chollet.

Tribuna Latino americana de 19 à 21 heures, débat sur « révolution et populisme ».

Dimanche 28 avril

Chants/Contrechamps de 15 h 30 à 17 heures. Parce que la chanson – qu'il soit indépendant, d'auteur, d'art et d'essai ou expérimental – ne se résume pas aux produits standardisés qu'on voudrait nous faire ingurgiter dans les supermarchés-multiplexes entre deux louchées de pop-corn. Parce que la chanson à texte n'a pas dit son dernier mot. Parce qu'il existe encore une richesse et une diversité culturelles à travers le monde, des œuvres qui privilégient l'artistique au commercial, l'intelligence au divertissement facile. Parce qu'il reste une alternative à l'américanisation et qu'il est encore des artistes pour défendre la liberté d'expression contre les Jean-Marie Messier de tous poils. Parce que les images et les mots ont une histoire, un pouvoir, et qu'ils peuvent aussi, un jour, porter le drapeau noir... À nous de vous les faire partager !

Invité : Mehdi Charef pour la sortie de son dernier film *la Fille de Keltoun*.

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^o	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n ^o	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n ^o	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

LA CAMPAGNE POLITIQUE de premier tour des candidats à la magistrature suprême de l'État français, malgré son apparence de diversité apparue par la présence de seize candidats, a été tellement vide de toute orientation d'avenir, fondée en plus grande partie sur la sécurité, concept trop flou pour constituer une option de gouvernement, qu'elle a abouti à la mise en concurrence, au second tour, d'un des deux candidats gestionnaire du libéralisme mondial, opposé à un nationaliste populiste qui récupère le mal-être de tous ceux qui se sentent broyés par la politique globalisatrice mondiale qui se met en place. La gôche non révolutionnaire ayant rejeté ses valeurs traditionnelles d'amélioration de la condition des salariés a perdu les voix de ceux qui cherchaient dans le système parlementaire un espoir de lendemains qui chantent. L'extrême gauche anticapitaliste révolutionnaire a gardé ses scores précédents, mais a derrière elle le compte des victimes de l'ex-Union soviétique qui agit pour beaucoup comme répulsif de l'idéologie marxiste. La désillusion des Français face à la politique qui leur est imposée s'exprime soit par l'abstention, qui pour la plus grande part n'est pas l'expression d'un refus du système électoral mais celle d'un dégoût de la politique en général ; soit par un vote de contestation qui se porte sur celui qui donne l'illusion d'être plus proche des préoc-

cupations quotidiennes des électeurs, en opposition à ceux qui sont englués par la *realpolitik* du système économique global dont ils sont les jouets. Dépassez par les enjeux de la politique mondiale dont les candidats n'ont pas voulu les entretenir (étant tous soumis par les mêmes impératifs auxquels aucun ne se sent ni la force ni l'envie de s'opposer), les électeurs, n'ayant pas les éléments pour juger, se sentent perdus face à l'image qu'on leur donne du monde où ils vivent.

Cette situation politique ne correspondant aucunement à la réalité ni de la pensée ni de la volonté des habitants de ce pays. Elle est le résultat d'une propagande mensongère, propagée par les médias à la solde du capitalisme totalitaire, les entraînant d'un bord à l'autre de l'échiquier politique constitué d'alliances pour le pouvoir, qui prend les électeurs pour de simples pions que l'on se partage. Une fois de plus ces élections montrent que le parlementarisme, la politique des partis, n'entraîne que des résultats révoltants, la moyenne du pire. Il est temps que s'instaure l'anarchie, où chacun apportera sa contribution à l'élaboration d'un mode de société à évolution positive. Ou l'expression politique sera la synthèse de l'expression de chacun, par le fédéralisme, permettant à chacun, en toute connaissance des causes et des effets, de choisir quel sera l'avenir de tous et de chacun.

Alors, heureux ?
Suite de la une



songer que ce résultat, historiquement exemplaire, n'est lié ni à une situation exceptionnellement dégradée (telle celle de l'Allemagne des années trente) ni à une campagne particulièrement brillante des candidats de l'extrême droite. Trop tôt enterrés par ceux qui s'étaient fait une spécialité de la lutte contre le fascisme - Hé, Ras l'Front, vous attendiez le coup de grisou pour sortir du sommeil? -, constatant, goguenards, que l'essentiel de leurs thèses était repris par les deux caciques au pouvoir, ils n'éprouvèrent pas le besoin de pousser trop loin le bouchon. En fait, ils auraient pu se passer de faire campagne, les caciques en question se chargeant de la mener pour eux.

Le principal responsable de la présence de Le Pen au second tour des présidentielles, ce n'est ni Le Pen lui-même ni le nombre de ses électeurs. C'est,

paradoxalement, Lionel Jospin lui-même, qui à force de souffler sur les braises et d'alimenter le feu, s'est brûlé à son propre jeu. Pyromane, Jospin; pyromanes, les médias, qui ont accompagné (quand ils ne l'ont pas précédé) le retour et le triomphe de la flamme frontiste.

Bien sûr, au second tour, Le Pen sera balayé. Un « front républicain » va se mettre en place rapidement, ultime soubresaut de la gauche de gouvernement, Chirac le délinquant sera donc réélu avec un score digne d'un autocrate d'Afrique du Nord, type Ben Ali ou autre. En même temps l'extrême droite a déjà gagné son combat, l'a gagné bien avant ce sinistre dimanche soir, où le

borgne maghrébinophobe s'est retrouvé au second tour de l'élection. Il l'a précisément emporté au moment où Jospin décida de mener sa campagne sur des thèmes traditionnellement rattachés à sa thématique, où la gauche se mit à reprendre les discours sécuritaires en vogue - qui lui a conseillé d'abandonner le terrain social, au profit de la tourbe juridico-répressivo-policrière? Oui, la lepénisation des esprits est en marche, et ça ne date pas de ce soir, c'est un processus qu'alimente l'ensemble de la classe politique ainsi que ses alliés naturels, médias, forces rétrogrades, résistants de la dernière heure nationale, professionnels de la haine de l'autre. La présence de Le Pen au second tour de l'élection n'est jamais que la conséquence la plus visible de ce processus. Lequel, bien entendu, est loin d'être achevé. Alors, les pyromanes, heureux? Et rendez-vous au prochain feu.

Fred
groupe Louise Michel

Un chantier pour l'alternative sociale
Suite de la une



bilités différentes, oui, on peut accorder du crédit à la signification des votes du 21 avril. Mais il ne faut pas oublier le record de l'abstention et la percée de l'extrême gauche qui s'est faite sur le lit du Parti communiste et, moins, des Verts. Cela signifie qu'une fraction importante de la société française est sensible à des thématiques anticapitalistes et anti-globalisation, tout en étant désabusée du jeu politique. La jeunesse, notamment, après la lobotomisation du mitterrandisme, est en train de recouvrir une conscience politique.

Là non plus, ne nous trompons pas. De la même façon que le fascisme n'est plus le même, l'héritage du léninisme et du stalinisme tend à s'estomper. Les recompositions politiques et syndicales vont s'accélérer dans le monde des salariés, des chômeurs et des précaires. Ce serait une erreur si les libertaires, tous les libertaires si possible, s'en tenaient totalement à l'écart, par sectarisme, peur ou filiosité. Car c'est le moment de reposer les choses!

Bien entendu, nous ne retrouvons pas l'époque de la première Internationale où le mouvement ouvrier était relativement uni. En outre, de Kronstadt 1921 à Barcelone 1937, l'Histoire est encore là. Pour autant, le contexte a partiellement changé, et les générations sont nouvelles. La fin de la guerre dite froide et l'hégémonie de l'hyper-puissance américaine ne laissent toutefois qu'une faible marge de manœuvre au mouvement social, d'autant qu'à l'intégrisme des marchés ou de la Bourse répond celui des mollahs, des sectes diverses, des narcotrafiants et des nationalistes de tout poil. Le discrédit jeté sur l'idée même de révolution par tous les politiburos, tchékas, Angkar et autres polices politiques est encore prégnant. Les pièges sont nombreux, depuis Göteborg et Gènes au moins, que nous tendent les spécialistes du détournement ou de la provocation. C'est donc avec lucidité sans démagogie que l'alternative autogestionnaire doit développer ses bases et son projet.

Ph. P.

Élections et syndicalismes

LY A quelques années de cela, l'élection présidentielle donnait lieu dans tout l'Hexagone à un grand festival d'ombres chinoises. On est pour l'indépendance du mouvement syndical mais, chers enfants, regardez les jolies silhouettes qui se dessinent! La CGT était bien sûr la plus experte dans ces jeux, la CFDT traînait un peu derrière et FO ne donnait pas de consigne...

Dans les années soixante-dix, avec le Programme commun, on frisait l'abîme grave avec des voix exaltées qui demandaient que ledit programme soit inscrit dans les statuts syndicaux!

Mais quand même grosso modo ça traînait des savates. Et Michel Rocard

pouvait expliquer au *Nouvel Observateur* l'hostilité partis/syndicats par les massacres de la Commune, l'origine anarchiste! du syndicalisme français!

Il y a un peu plus de vingt ans, la CFDT sablait le champagne à l'annonce du raz-de-marée rose. Pour arriver à un discours pro-gouvernemental, elle avait dû exclure ses « moutons noirs » et oublier les idées de 68. Aujourd'hui, tout le monde semble faire profil bas question allégeance politique dans les instances confédérales des boutiques syndicales. Bernard Thibaut nous la joue autonomie syndicale et Blondel veut juger sur pièce.

Mais le pompon revient à Nicole Notat: le PS la trouve trop proche du MEDEF et les médias la verraient Premier ministre...

Tristes tropiques! Où est l'embrouille? Comme le dit à sa manière un magazine mensuel (*Liaisons sociales*):

« Sur le social cherchez la différence. » Le pôle des syndicats ayant été « souvenant » la gauche, si celle-ci se dilue dans le consensus large, où sont les références? Le fait que le PC puisse passer largement en dessous de LO au premier tour n'arrange pas l'affaire... Surtout qu'au niveau européen tout le monde cherche à être aux normes! La flexibilité à visage humain existe-t-elle, camarades de la centrale de Montreuil? L'exemple italien laisse perplexe... L'élection présidentielle française sera sûrement de la même eau.

Loulou Barbésois

1. On oublie trop souvent que dans le monde anglo-saxon ce sont les syndicats qui ont « secrété » les partis politiques (exemple type : le Labour Party grand-breton). L'autonomie ouvrière serait-elle latine?



1^{er} Mai, une mémoire ouvrière

QUE reste-t-il aujourd'hui de ces 1^{er} Mai de légende qui, au début du siècle, jetèrent dans la rue des foules en liesse dont la joie et les chansons révolutionnaires se muaient en fureur lorsque les képis pointaient à l'horizon et que l'églantine jonchait le parterre de la Bourse du travail. [...]

« Née dans la douleur que suscita l'exécution de ceux qu'on a appelés les « martyrs de Chicago » cette journée du 1^{er} Mai est devenue un symbole, celui du prolétariat triomphant qui instaurerait dans la justice, la liberté et l'égalité, un monde différent que naïvement les foules se représentaient dans une enluminure attendrissante, comme un soleil radieux éclairant l'humanité, et dont on

trouve encore les traces sur les murs de nos communes qui n'ont pas été souillées par les pantalonnades des politiciens. »

Ces quelques lignes écrites par Maurice Joyeux, extraites de l'avant-propos de la réédition d'*Histoire du Premier Mai* de Maurice Dommanget¹, pourraient presque suffire à évoquer l'histoire du 1^{er} Mai. Le mouvement ouvrier du fin du XIX^e pensait déjà à la réduction du temps de travail et aux huit heures quotidiennes. Aux États-Unis, à Chicago particulièrement, les travailleurs s'unissaient pour répondre aux dires du *Chicago Times* qui osait écrire: « La prison et les travaux forcés sont la seule solution possible de la question sociale. Il faut espérer que l'usage en deviendra général. » La

grève du 1^{er} mai 1886 jeta dans les rues de Chicago plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers grévistes. Relié par la presse révolutionnaire², l'agitation gagna l'usine de machines agricoles Cyrus McCormick qui avait licencié 1 200 ouvriers. Le 3 mai, plus de 7 000 grévistes conspuèrent les jaunes à la sortie de l'usine. Les forces policières officielles et les Pinkerton firent feu et tuèrent une dizaine d'ouvriers et en blessèrent une cinquantaine.

« La guerre des classes a commencé. Hier, on a fusillé les travailleurs en face de l'usine McCormick. Leur sang mérite vengeance! », écrivait l'*Arbeiter Zeitung*. Un meeting de protestation au Haymarket était organisé. À la fin du meeting, une bombe

explosa dans les rangs des policiers, dont huit furent tués. Une monstrueuse caricature de justice condamna à mort ceux qu'on a appelés les « martyrs de Chicago »: Spies, Schwab, Lingg, Engel et Albert Parsons. Tous étaient militants du mouvement libertaire. L'histoire officielle gommait leur idéal, les amalgamant au mouvement socialiste.

La date du 1^{er} Mai fut retenue par divers congrès socialistes et ouvriers en Europe comme journée internationale. Le sinistre régime de Pétain en fit la fête du Travail, puis le muguet et les flonflons transformèrent en jour payé ce qui était un préambule à la grève générale...

Aujourd'hui, nombre de travailleurs préfèrent les week-ends

prolongés aux manifestations syndicales. Ce qui pouvait être une journée unitaire pour le mouvement ouvrier est devenu une pomme de discorde pour les boutiques syndicales. L'histoire est dans les livres, mais l'avenir est à bâtir dans les luttes.

Thierry
FA Paris Est

1. Réédité en 1986 par le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste. Disponible à la librairie Publico.

2. La presse libertaire était plus que présente avec des quotidiens (*Arbeiter Zeitung* en allemand), des hebdomadaires (*Alarm* en anglais, *Vorbote, die Fabel* en allemand) et bien d'autres...

Palestine, entre solidarités et amalgames

Chatila, Liban 1982

À CHAQUE MONTÉE en force de mobilisation autour des revendications de peuples opprimés ou d'exactions commises à leur rencontre, nous assistons à des discours et prises de position trop marqués par la sensibilité et la passion. Il en faut. Mais elles ne doivent pas pour autant affaiblir notre réflexion et nous faire accepter toutes compromissions nuisibles, sous prétexte que le mauvais sort fait aux opprimés est avéré.

À cette heure, on peut considérer que la cause palestinienne a gagné la bataille médiatique. Il est possible d'ailleurs de s'en réjouir car cela ne peut que renforcer la mobilisation, et activer la solidarité avec la population des territoires occupés. Dans nos rangs, certain(e)s d'entre nous se sont exprimé(e)s et agissent déjà en ce sens. Toutefois, le soutien à la cause palestinienne a toujours été propice à des déclarations qui sont au mieux ridicules, au pire inacceptables.

Il me paraît important et souhaitable de rappeler quelques faits pour éviter toute attitude angélique et manichéenne. D'autant que les crispations et les replis identitaires, autour des communautés ethniques et religieuses, sont déjà bien avancés dans nos sociétés. Nous ne sommes pas en mesure de peser énormément dans la balance aux côtés des populations opprimées. Mais démarquons-nous nettement des opportunistes et autres « pro-palestiniens » qui tolèrent, par leurs positions pas toujours claires, les amalgames les plus douteux.

« État sioniste et État nazi » me hérissent le poil !

Il m'est totalement odieux d'entendre sans les dénoncer les slogans les plus délirants tels que « Tshal égale les divisions SS » ou encore « Israël, État nazi ». Certes, l'armée d'Israël se livre depuis toujours à des massacres, des destructions de maisons – en 1948, il s'agissait de centaines de villages – et autres actes de barbarie comme toutes les armées du monde en réalisent quand l'histoire leur en donne l'occasion. En quoi serait-elle plus monstrueuse qu'une autre ? Qu'attendons-nous d'une armée ? Surtout dans une mission colonialiste qui est baptisée « Campagne antiterroriste ! ».

Était-ce la division Das Reich ou l'armée française qui a massacré cent mille personnes à Madagascar ? Était-ce la division Condor ou l'armée française qui a bombardé Haiphong ? Était-ce la Wehrmacht ou l'armée française qui a réprimé, massivement dans le sang, les émeutes de Sétif ? Quand l'armée française a-t-elle été traitée d'armée nazie ? Il serait dangereux et malhonnête de tolérer des propos assimilant Israéliens et Nazis ! Du pain béni pour les militants négationnistes et révisionnistes ! Une insulte terrible à notre mémoire et aux juifs rescapés du troisième Reich !

À aucun moment des massacres au Rwanda, au Guatemala, au Biafra, les armées en présence ont été traitées d'armées Nazies ! Et pourtant, il s'agissait bien là d'ethnocides !

La simple vue de maisons détruites, de familles ayant tout perdu, et encore tout récemment les premières images de la destruction du camp de réfugiés de Jénine, nous rappelle que Tshal comme toutes les armées sait exercer sa « profession » avec toute la violence et l'horreur nécessaires. Et c'est tout ! Sinon, pourquoi ne pas envisager qu'il y ait une hiérarchie de la terreur,



des guerres plus propres que d'autres ? Absurde ! Elles offrent toutes le même théâtre de monstruosités parce ce qu'il s'agit toujours de la même logique. Ici, la seule nuance réside dans le fait qu'il s'agit d'une guerre coloniale avec une armée face à une population désarmée.

« Sharon et Hitler : même combat » me défrise grave !

D'accord, le personnage n'a rien de sympathique et on devine ce qu'il ferait sans embarras en mettant les bouchées doubles si aucune mobilisation internationale ni aucune opposition politique nationale n'existaient aujourd'hui.

Certes, il est à la tête de l'État d'Israël qui est un État déiste – avec un régime démocratique – à « vocation » politique pour une seule communauté sur son territoire. Mais, en aucun cas les fondements de l'État sioniste préconisent l'éradication systématique des « races non-juives » et autres « sous-hommes ». Que le racisme anti-arabe soit en vogue chez les Israéliens n'est pas une supposition. De même que le racisme anti-arabe est aussi très ancré chez les Français. L'État français est-il un État nazi pour autant ? Notre président de la République serait-il un leader nazi (bien qu'il ne crache pas de temps en temps sur le racisme électoral) ?

L'État israélien n'a jamais déclaré vouloir, ou même entrepris, l'élimination physique et massive – voir totale – de la population palestinienne. Qu'il y ait volonté politique de développer les colonies, spolier les Palestiniens de leurs terres, oui ! C'est évident ! À ce sujet, les dirigeants de gauche ont su le faire avec beaucoup plus d'intensité et d'hypocrisie que Sharon.

Tous les États, tous, se construisent sur des montagnes de cadavres ! Israël n'échappe pas à la règle et Palestine en cours de construction non plus. C'est en faisant fi de sa propre population, considérée comme de la viande à canon, qu'un État assoit son autorité. Et, c'est toujours au mépris des peuples qu'il perpétue sa domination, grâce notamment à son armée !

Cette logique qu'on dit « raison d'État » ne s'épargne aucun mort, aucune victime d'attentat, ni aucune guerre pour affirmer, renforcer ou défendre son existence. Mais jusqu'à présent, un seul État nazi a existé ! Voilà tout pour ces slogans de fonds de chiottes qu'il nous faut toujours dénoncer.

Soutien aux opprimés, oui ! angélisme, non !

Enfin, il convient également d'observer qu'Israël n'a pas le monopole des tourments causés au peuple palestinien. Les pays « frères » des Palestiniens ont su apporter leur contribution au grand regret du mythe de la nation panarabe. Les vingt mille morts – principalement civils du reste – de la semaine sanglante. C'est bien le roitelet Hussein de Jordanie et ses sbires qui les ont commis ! Plus récemment, Sabra et Chatila, sous la bienveillance de Sharon (déjà lui), ces deux camps ont été bel et bien massacrés par des milices arabes ! On passera sur les nombreux retournements politiques d'autres pays voisins qui coïteront de nombreuses vies palestiniennes. Et si on fait le tour des camps des réfugiés palestiniens au Liban et en Jordanie (camps qui ne datent pas d'hier), les conditions de vie n'y sont pas franchement fameuses.

La cause palestinienne catalyse toutes les frustrations des populations des pays arabes ainsi qu'en Europe parmi les communautés de confession musulmane. À cet égard, il est toujours rassurant pour les despotes arabes de voir des centaines de milliers de leurs compatriotes manifester contre Israël. Pendant ce temps, ils ne cherchent pas à renverser leurs propres régimes. Si on se réfère au seul Maroc, où une manifestation pro-palestinienne a réuni trois millions de personnes, l'eau courante et l'électricité y sont inaccessibles pour les presque trois-quarts de la population. Pourtant, Mohamed VI (sans évoquer son « humanisme » de père) n'a jamais été remis en cause par trois millions de manifestants.

En France, j'aimerais assister à autant de mobilisation de la part des jeunes « Beurs » pour





Photo de propagande : un futur martyr ?

Moyen-Orient : État de terreur

leurs « frères » tchétchènes – deux cent mille morts en deux ans – ou pour leurs « frères » kurdes. Sans parler de leurs frères non musulmans ! On peut aussi déplorer de la part des intellectuels arabes une dénonciation peu évidente du terrorisme en Israël. Pourtant, des intellectuels juifs prennent réellement fait et cause pour le retrait immédiat des troupes et le démantèlement des colonies.

Par ailleurs, nos expressions de solidarité avec les opprimés palestiniens ne doivent pas exclure de critiquer les choix de luttes des dirigeants de l'autorité palestinienne. Les leaders palestiniens ont toujours su exploiter les ressources vives de leur peuple et exalter les martyrs. Pas mal, pour des organisations principalement laïques ! Et logique pour un État en gestation !

De plus, les victimes d'attentat en Israël sont presque toujours des cibles civiles. Cela ne peut que donner de la rage au ventre aux soldats de Tsahal et des arguments de choc à une politique colonialiste. Avec pareille stratégie, Yasser Arafat peut difficilement passer pour un enfant de cœur... Et à ce titre, il n'y a aucune raison d'en faire l'apologie, même à demi-mot, surtout de la part d'un militant libertaire de retour d'une mission de paix à Ramallah (tout à fait honorable) dans laquelle il a pu servir de bouclier face aux chars (cf. *Le Monde* du 11 avril 2002).

Enfin, même si la solution de paix se trouve très certainement dans la création d'un État palestinien (il ne faut pas se leurrer ; les anarchistes palestiniens et israéliens au Proche Orient : combien de divisions ?), en quoi cet État sera-t-il meilleur qu'un autre ?

Tsinahpah
groupe de La Villette



Pacifistes étrangers face à Tsahal

UN NOMBRE important d'anarchistes se sentent aujourd'hui concernés par le drame du Moyen-Orient. Ils s'imposent de rechercher une position qui corresponde à la fois aux exigences de l'éthique et à celles de l'efficacité.

Israéliens et Palestiniens vivent une tragédie, mais la situation est loin d'être symétrique. Il existe d'un côté une puissance militaire majeure, soutenue par une superpuissance hégémonique, de l'autre un chapelet d'îlots où subsiste une population isolée et sans défense. Une grande partie de celle-ci vit dans de misérables camps de réfugiés et survit à une occupation militaire qui dure depuis trente-cinq ans, c'est-à-dire le temps d'une génération. Sa condition est comparable à la situation des Noirs d'Afrique du Sud, au temps de l'apartheid : ces groupements humains ne sont que des colonies, même s'ils sont gratifiés de tous les emblèmes d'un État.

Si certaines de leurs organisations se sont lancées dans des attentats suicidés, qui relèvent assurément du terrorisme, ces actes se déroulent dans un cadre qui n'est pas celui d'une guerre, comme l'expliquent les commentateurs, mais d'une guerre coloniale. De plus, l'invasion israélienne de leur territoire, après l'implantation systématique de colonies israéliennes dans ces enceintes, s'ajoutant aux déclarations de Sharon d'introduire dans le pays deux ou trois millions de Juifs, traduit une volonté délibérée d'éliminer une population par tous les moyens possibles.

Le mouvement libertaire se trouve divisé, comme il l'a été en 1914, en 1939, et plus récemment au moment de la guerre d'Algérie. Peut-il défilé avec des manifestants qui crient « Allah akhbar » ? Doit-il réclamer un État palestinien, pour mettre fin au massacre ? Peut-il s'isoler d'un mouvement social toujours plus visible ? Dans sa position ultraminoritaire, a-t-il d'autres choix ? Il ne peut s'exposer au reproche de Péguy aux chrétiens : « Ils ont les mains propres, mais ils n'ont pas de mains ». Encore faut-il bien analyser la situation et les possibilités offertes à la mouvance libertaire.

On peut d'abord remarquer que le drame palestinien est loin d'être le seul du monde contemporain. Mais le Moyen-Orient nous est proche et peut-être dispose-t-on de plus de possibilités d'action. Il faut donc examiner les raisons avancées par ceux qui réclament un État palestinien.

Leur raisonnement : si les Juifs ont droit à un État, les Palestiniens aussi. C'est vrai. Et aussi les Basques, les Bretons, les Corses et les Gitans... Comment un libertaire peut-il dans la même phrase, réclamer l'autonomie



Palestinienne devant sa maison détruite à Rafah (Gaza)

d'un peuple et le doter d'un État ? N'est-ce pas contradictoire et pervers ? L'État d'Israël fut une erreur, dénoncée d'ailleurs à l'époque par certains juifs. L'autonomie des personnes sur l'ensemble du territoire palestinien ne peut s'entendre que dans une structure fédérative à laquelle tous participent sur des bases affinitaires plutôt qu'éthniques, même si celles-ci se recoupent souvent.

Un autre argument fait appel à la situation d'urgence, au réalisme qui s'impose à un mouvement aux forces limitées. Mais le réalisme est que la décision d'un État se fera sans demander l'avis des libertaires. D'une part, on peut toujours appeler État n'importe quelle collectivité territoriale, et même, pourquoi pas ? une île déserte ou un camp de réfugiés. D'autre part, Bush veut arrêter les massacres au Moyen-Orient afin de conti-

nuer les siens, en Iraq ou ailleurs. Les médias ne parlaient plus du sort des Palestiniens il y a quelques mois. S'ils s'y intéressent maintenant, c'est parce qu'il existe un désaccord entre les décideurs : le gouvernement israélien d'une part, celui des États-Unis de l'autre. Aussi sommes-nous enfermés dans l'espace contraignant d'un discours qui nous impose à la fois l'objet de notre réflexion et ses propres alternatives.

Un troisième argument est d'ordre éthique : on ne peut laisser se mettre en place les dispositifs pour un ethnocide. Assurément, mais ce n'est pas en soutenant le Hamas ou le Hezbollah ou même Arafat que cela se fera. La valeur morale d'un acte ne tient pas aux seules intentions mais en fonction de ses conséquences. Or, précisément, la situation minoritaire des libertaires, le fait qu'ils ne seront nullement consultés dans les décisions quotidiennes, est aussi un atout : ils doivent s'inscrire dans le long terme et rechercher une efficacité qui corresponde à leur esprit.

D'autres options sont possibles. Par exemple, le soutien des militaires insoumis et des partisans israéliens et palestiniens d'une entente entre les peuples. Il est temps d'organiser leur défense et de l'exprimer sur la place publique avec cette Ligue des Droits de l'homme qui, plus d'une fois, a su montrer sa dignité, avec les Pacifistes, mais aussi avec toutes les associations et personnes actives dans la défense de la dignité humaine.

Ronald Creagh



Gosse de Gaza

On l'a oublié

APRÈS PLUSIEURS semaines de marche, les rescapés du génocide arrivèrent en Palestine. Ils n'avaient ni la même religion ni la même langue que les autochtones, et pourtant ils purent vivre ensemble pendant des années et jusqu'à aujourd'hui, sans vouloir créer un État pour eux. Ils purent cultiver la terre, construire leurs maisons, apprendre, enseigner, sans spolier ni être spoliés. Avec le temps en s'assimilant à la population palestinienne, ils ne renoncèrent ni à leur religion si différente ni à la mémoire de leurs parents dont si peu échappèrent au génocide. Peut-être, me direz-vous, qu'il s'agit là d'un conte, d'une légende, voire d'un roman à l'eau de rose, et que nulle part on a accueilli tant d'étrangers sur un si petit bout de terre, sans que ça se passe mal ! Et pourtant, c'est un épisode de l'histoire des Arméniens...

Eric Jarry

Italie : vers la grève générale

Ce texte a été écrit avant le 16 avril.

LES LUTTES SYNDICALES qui se développent sont fortement connotees politiquement. Nous avons affaire d'une part aux manipulations d'un gouvernement incapable de sortir de l'impasse où il s'est fourvoyé, d'autre part à la résurgence d'une droite politique et sociale bien implantée, qui trouve dans le meurtre de Marco Biagi l'occasion de lancer une attaque en direction du mouvement syndical.

La CGIL a fait descendre dans la rue la majorité du « peuple de gauche », du PPI (Parti populaire italien) aux Social forum, en passant par le PRC (Parti de la refondation communiste) et une partie du syndicalisme alternatif.

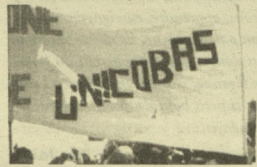
La CGIL inscrit ainsi une victoire politique à l'intérieur de la gauche institutionnelle et syndicale. La tentative de Sabino Pezzotta au congrès de la Marguerite (coalition de gauche) de liquider la manifestation comme étant « partisane » a suscité les protestations d'une assistance peu suspecte d'extrémisme de gauche.

Il est intéressant de noter qu'un leader modéré comme Sergio Cofferati suscite aujourd'hui un enthousiasme inconnu depuis des années à gauche. Il apparaît comme le sauveur de la gauche face à la classe dirigeante des démocrates sociaux et au PRC isolé par le retour du centre-gauche au premier plan.

Il semblerait que la gauche ait pris acte de l'unique possibilité de salut qui lui est laissée, à savoir reconstruire cette base populaire dont elle s'est coupée avec zèle, depuis dix ans.

L'agressivité du gouvernement l'y a sans aucun doute aidée. Mais les mobilisations populaires de ces derniers mois ne doivent pas être sous-estimées.

Il est intéressant de noter qu'un journal comme *La Repubblica* se découvre des accents « travaillistes » et attribue aux luttes sociales un rôle central dans la reconstruction de l'opposition. Ce journal qui, pendant longtemps, a stimulé et secondé la dérive libérale de la gauche, a célébré la modernité et la flexibilité, a aussi dénoncé comme « corporatiste » toute résistance des travailleurs à l'innovation technologique et à l'entière soumission aux raisons de l'entreprise.



Cette relation s'incarne par la présence à la manifestation des « rondistes » (manifestants en ronde autour d'un bâtiment), dont le leader *maximo*, Nanni Moretti, a déclaré qu'il obéit volontiers à Cofferati en redonnant vie d'une façon évocatrice au rôle de l'intellectuel attiré de la classe ouvrière. Après une flopée de films chantant les névroses de la gauche habituée des terrasses romaines, celui-ci redécouvre le charme de la populace.

Cette victoire de la CGIL sur le gouvernement a représenté un échec pour ce dernier et pour la Confindustria dans leur tentative d'utiliser le meurtre de Biagi contre la mobilisation.

Il s'agit d'une tentative grossière, et l'opération médiatique visant à accréditer un lien entre la mobilisation sur l'article 18 (article de loi limitant le droit de licenciement) et l'attentat des BR-PCC (Brigades rouges-Parti communiste combattant) fonctionne mal. En effet, au niveau populaire, on soupçonne fortement que l'attentat est l'œuvre des services secrets ; de plus, il n'existe pas aujourd'hui de soutien populaire avéré au terrorisme comparable à celui des années soixante-dix.

Pour des raisons très diverses, les BR se situent aujourd'hui à des années lumière de la gauche institutionnelle et de la gauche radicale. Si la gauche institutionnelle peut mettre ces morts sur le dos des BR, et se vanter de son positionnement en faveur des institutions républicaines depuis des décennies, la gauche radicale a mûri une critique violente à l'égard de tout groupe « d'avant-garde » prétendant se substituer à la mobilisation directe des travailleurs.

Il est important de relever les tentatives de criminalisation de l'opposition sociale suite à l'attentat. L'État utilise sans scrupule le chantage moral. Ce même État qui ne répugne pas à participer à plusieurs guerres et à disculper les propriétaires d'entreprises ayant causé la mort de centaines de travailleurs, ne trouve pas paradoxal de demander à ses sujets une proclamation de fidélité aux institutions chaque fois qu'une quelconque « avant-garde révolutionnaire », réelle ou présumée, se fait fort de nous honorer de ses décisions.

Les jeux sont faits, avec le gouvernement arc-bouté sur « la réforme du droit du travail » et la CGIL comme pilier du repositionnement syndical dans une pratique offensive. La situation de la CGIL n'est en rien aussi rose que pourrait le faire croire la manifestation du 23 mars. Si la grève ne fait pas plier le gouvernement, le climat ne pourra que



s'alourdir. Et on ne peut exclure pour le syndicat d'État une défaite sur les questions de fond qu'une victoire de la rue compenserait insuffisamment.

Le gouvernement ne peut céder sous peine de reconnaître sa défaite, et il voit croître le mécontentement, y compris dans son électorat. Les mêmes stupidités, de la part de Bossi et de l'ex-bureaucrate de la CGIL Sacconi, mais encore d'un « libéral » comme Marino, semblent destinées à conforter la majorité sur une position « dure ». Le mécanisme du chantage fonctionne à l'intérieur de la classe politique, mais aussi sur l'opinion publique. Les voies de sortie envisageables seraient une crise interne à la Confindustria, la mise à l'écart de d'Amato, et une solution « raisonnable » entre les « partenaires sociaux ». Cette dernière solution dédouanerait un gouvernement ainsi légitimé à céder vu qu'il ne subirait plus la pression de la frange dure du patronat. La mise à l'écart de d'Amato, d'un autre côté, ne paraît pas facile dans l'immédiat, car la Confindustria reconnaîtrait cela comme une défaite, contrairement au gouvernement.

Un virage « orienté » de la Confindustria pourrait aider à conclure le bras de fer par une reprise de la concertation et une efficacité renforcée de l'actuel groupe dirigeant. Une coopération accrue avec le gouvernement provoquerait de toute façon des conflits sociaux d'une ampleur à laquelle nous ne sommes plus habitués. Quoi qu'il en soit, nous allons aujourd'hui vers une grève générale CGIL-CISL-UIL et, sur le fond, vers une grève du syndicalisme de base.

Les syndicats de base regroupés en cartel, qui sont à l'origine de la grève du 15 février, avaient ces jours derniers décidé une grève pour le 19 avril, avec des manifestations à Milan, Rome et Palerme. Il s'agit d'une décision positive. En effet, abandonner l'initiative aurait été une grave erreur politique et syndicale.

Cosimo Scarinzi
Traduction Relations
internationales FA

Frémissement syndical

CE QUI SE PASSE chez nos amis transalpins donne à craindre, tous azimuts. Berlusconi et son gouvernement tentent peu à peu de reprendre les acquis du mouvement ouvrier, pour parler essentiellement de lui. Chez nous on cause de restreindre le droit de grève, de donner de la liberté aux entreprises (comprenez : faciliter les licenciements)... Pour faire court, la résistance est encore là. Les syndicats italiens ont démontré par la grève générale du 16 avril dernier (« sans précédent depuis vingt ans »), qu'ils n'abandonnaient pas la rue au néo-fascisme

On croyait l'Italie noyée majoritairement dans l'empire berlusconien. Certes celui-ci fut élu ! Et la majorité a beau jeu de dire que les organisateurs de la grève générale refusent le verdict des urnes. Berlusconi a réussi à refaire l'unité ouvrière, pourrait-on dire... Dans les rues de Rome il y avait la CGIL, la CISL et l'UIL (en gros les représentatifs). Bras dessus bras dessous. Les syndicats de base (Cobas) étaient dans un autre cortège mais avec les mêmes mots d'ordre, le « antiglobalisation » de même. Les réformes sociales à la sauce Berlusconi pourraient-elles faire des sortes de miracles ?

L'attaque du gouvernement italien sur le code du travail (une modification de l'article 18 qui prévoit la réintégration d'un salarié d'une entreprise de plus de 15 personnes, licencié abusivement) est certes la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais la concertation sociale demandée par le secrétaire général de la CISL (une sorte de CFDT italienne) est-elle la bonne réponse ?

« Non au libéralisme. Non à la concertation sociale » ont scandé les Cobas dans les manifestations. Ils dénoncent depuis longtemps « les syndicats d'État » dont certains « ont permis l'introduction de la flexibilité, avec les premiers contrats intérimaires ».

Piero Bernocchi, un des porte-parole des Cobas, a déclaré : « Ce que veut mettre en place Berlusconi n'est que la poursuite de ce qui a été ébauché par les gouvernements de centre-gauche. » Diable voilà qui nous rappelle quelque chose !

Ce qui rend d'autant plus savoureux le communiqué des syndicats français (CGT, CFDT, FO, CFTC et l'Union nationale des syndicats autonomes) qui stigmatise l'action du gouvernement italien qui « s'inscrit dans une politique partagée par d'autres gouvernements européens visant à flexibiliser le marché du travail ».

Rien n'est fini, bien sûr, car Berlusconi demande des têtes à la Rai. Non content de posséder les trois principales chaînes privées de télévision, il recommence un bras de fer pour accéder à encore plus de contrôle sur l'information. Du pain sur la planche pour la fragile unité syndicale italienne !

Jean-Pierre Germain

1. Les Cobas auraient rassemblé près de 70 000 personnes à Rome et 300 000 dans toute l'Italie.

Et l'Italie s'arrêta...

APRÈS la « marche rouge », sur Rome, les travailleurs italiens ont une nouvelle fois donné, mardi 16 avril, la mesure de leur détermination. La Péninsule n'avait pas connu de grève générale depuis vingt ans! Deux indicateurs d'une même lame de fond.

Emmenés par les trois syndicats principaux, la CGIL (proche des communistes), la CSIL (catholique) et l'UIL (centriste), treize millions d'Italiens dépassent les clivages politiques traditionnels et se tendent la main au-delà de leurs particularismes sectoriels pour s'unir derrière une même bannière. Cette bannière, c'est le refus de la réforme de l'article 18 qui impose à toute entreprise de plus de quinze personnes de réintégrer les travailleurs qui auraient été licenciés abusivement.

L'article 18 ne concerne que quatre millions de travailleurs sur les vingt-deux millions de salariés que compte l'Italie. On comprend donc aisément qu'il sert avant tout de symbole et qu'il catalyse différentes revendications et rancœurs formulées à l'égard du gouvernement de Berlusconi. Ainsi, alors que les manifestations organisées dans les principales villes de la Péninsule (soit deux millions de marcheurs) appelaient à s'exprimer contre la modification de l'article, des slogans très variés s'y côtoyaient. En plus du mot d'ordre principal, les uns protestaient contre les réformes de l'enseignement issues du plan européen de Bologne, les autres s'insurgeaient contre le capitalisme, et d'autres encore s'opposaient à l'invulnérabilité et à la suffisance du gouvernement italien actuel.

N'oublions pas que cette grève générale se déroule dans un climat plus que tendu où, d'une part, le principal syndicat, la CGIL, est suspecté par le gouvernement de faire le jeu de terroristes et où, d'autre part, le chef de l'État lui-même est accusé de corruption. Au milieu de ces deux pôles, rien. Le néant. Les partis politiques, laminés de gauche à droite par les dissensions internes ou les arrestations pour corruption, sont inexistantes. Il s'agit donc d'un véritable bras de fer entre les organisations de travailleurs et le pouvoir. La leçon que donne actuellement l'Italie est fondamentale: les syndicats incarnent les seuls porte-voix valables pour les revendications et, ce, aux yeux de la majorité de la population et alors même qu'on salit la CGIL du sang de Marco Biagi. L'assassinat de ce collaborateur du ministre du Travail a pourtant de quoi interloquer et refroidir des manifestants soupçonneux: Biagi bossait sur la réforme du fameux article 18. Mais il n'en est rien, les Italiens sont avec leur syndicat.

Regain de syndicalisme ?

Quelles sont les raisons de ce regain de syndicalisme? Primo, les partis partent en couilles et le pays a traversé depuis cinquante ans plusieurs périodes de profonde instabilité. Face à cette situation, les syndicats constituent encore l'une des seules forces stables. Secundo, les organes d'État se sont discrédités à maintes reprises et de façon flagrante. De la même manière les syndicats représentent l'image inversée et disposent toujours



Unité des forces et du discours !

La Botte réussit pour l'instant à fédérer l'énergie. La question de la formulation d'un discours construit et unitaire se pose cependant pour le mouvement italien. L'article 18 sert bel et bien d'étendard commun, mais différentes revendications s'affichent encore séparément sur les pancartes dans la même manifestation, comme je l'ai dit précédemment. Or, le mouvement doit rapidement accoucher d'un projet de société cohérent ou du moins d'un cahier de charge structuré ou sinon il s'essouffera dans la grogne et les revendications particularistes de chaque secteur ou groupe militant. Berlusconi n'aura alors plus qu'à bousculer habilement ce géant morcelé de treize millions de citoyens pour qu'il chute.

Rôle des anars

Sans jouer les grands clercs, il semble qu'une des clefs de la lutte des syndicats contre le gouvernement actuel réside sans doute dans la critique du capitalisme d'État. Cette forme économique se dessine avec de plus en plus d'assurance sous l'impulsion de Berlusconi comme superpatron. La CGIL caricaturerait à peine si elle dénonçait un retour à l'ancien régime, elle n'abuserait presque pas si elle peignait Berlusconi en roi Soleil. Ce syndicat pourrait alors progresser à grands pas vers plus de justice sociale si, rejetant simultanément le capitalisme cannibale et le socialisme d'État oppressif, elle s'engageait résolument vers un socialisme libertaire.

Une autre clef de la lutte actuelle tient dans la menace formulée par les syndicats: si la réforme devait malgré tout passer (ce qui se déroulera probablement puisque Berlusconi, appuyé par le groupe Cofindustria, entend bien mener les réformes à leur terme), si la modification de l'article 18, et de bien d'autres, devait donc malgré tout aboutir, les syndicats envisageraient un référendum

populaire pour abroger les lois éventuellement adoptées. L'Italie se trouverait alors au seuil d'un changement profond des liens sociaux. Non seulement, les travailleurs cesseraient de subir des lois qu'ils ne décident pas et approuvent encore moins, mais en plus ils disposeraient, dès le même instant, de la possibilité de choisir librement et en concertation leurs propres règles de vie. Le contrat social serait alors pleinement réalisé, le corps social serait pourvu d'un sens véritable et la démocratie, qui fait actuellement défaut, serait poussée à un degré bien plus élevé que celui d'aujourd'hui.

Dans ces deux situations, les anarchistes ont un rôle primordial à jouer. Seront-ils capables de se faire entendre et de convaincre? L'avenir le dira. Cependant, je n'ose imaginer vers quelle dérive pourrait se tourner la population italienne si les syndicats eux-mêmes ne satisfaisaient pas aux attentes de treize millions de travailleurs. Après bien des déceptions, elle serait capable de donner sa chance au premier raconteur de salades venu comme elle a donné sa chance à Berlusconi.

« C'est une journée extraordinaire », s'enthousiasmait Coffèrati, le leader de la CGIL avant de reprendre d'un ton plus grave: « Le gouvernement et le patronat doivent prendre conscience du fait que nous ne cesserons que lorsque nos objectifs auront été atteints. » Aux travailleurs de poser leurs objectifs à la hauteur de leurs exigences.

Le premier mai, le chianti aura une saveur particulière.

BELLA CIAO,

Alliance Libertaire, Bruxelles



Une affaire mortelle vieille de quatre ans

ISABELLE PERRON, jeune chômeuse, militante dans le collectif de la Sarthe. C'est une jeune femme d'initiative qui a eu le tort de vouloir faire valoir ses droits de citoyenne et de chômeuse. Elle et d'autres chômeurs délibèrent et créent le groupe dit des « Indépendants ». Ils se donnent les capacités et les mêmes droits que les autres organisations constituant le collectif sarthois AC1; ASTRE; APEIS; CGT; SUD; et des individuel(le)s, chômeurs et salariés en soutien, afin d'agir ensemble contre le chômage, la précarité, et l'exclusion.

Très tôt, des dissensions apparaissent dans les structures d'AC1 72. Des syndicats et des associations se retirent successivement du collectif pour diverses raisons.

Une charte anti-autoritaire mortelle

Ce noyau, de jeunes femmes et hommes solidaires, crée une charte anti-autoritaire qui constitue le groupe des Indépendants. Cosignée par plusieurs personnes, dont Isabelle, la charte stipule: pas de drogue dans les réunions, pas de boisson alcoolisée... débat démocratique, décision collective, un individu égal une voix, assemblée générale souveraine, etc. Dans tout cela, rien n'est subversif ni répréhensible socialement.

Cette attitude personnelle et un tel statut de groupe donnaient une position sociale forte qui s'opposait à l'autorité du responsable départemental. Cette charte fut le prélude des confrontations

qui étaient intolérables pour le président du Collectif. Il ne pouvait pas les supporter.

Une rencontre musclée a lieu dans la nuit du 27 au 28 mai 1998. La volonté de nuire au groupe des Indépendants est manifeste. L'objectif étant de s'en prendre aux personnes en « sit-in » dans la cour du local où siège le collectif. Les chômeurs lui donnent un nom de rêve « la Maison de la solidarité ». Elle est installée dans les locaux de l'ancienne école Rabelais mis à la disposition des chômeurs par la mairie du Mans.

Alain Houdayer, président d'AC1 72 puisqu'il s'agit de lui, décide de mettre un terme à la situation qu'il ne contrôle plus. Il se rend hâtivement sur place, accompagné de quelques acolytes dévoués. En même temps, il prévient la police et lui demande d'intervenir pour contrôler, sur place, les identités.

Les personnes présentes se voyant cernées, chacune d'elles tentera de fuir et d'échapper au contrôle policier commandité. Isabelle fuit et tente de passer par-

dessus un mur de clôture. Elle est rattrapée par deux des compères d'Houdayer. Elle est neutralisée en sa présence. C'est seulement quelques minutes plus tard que tous se rendent compte qu'Isabelle est inanimée, allongée sur le sol. La dramatique jouée arrive à sa fin. Isabelle décède le 28 mai 1998, vers 1 h 30. Elle avait 27 ans.

La procédure judiciaire s'enlise

Après avoir suspecté deux amis de la victime, les recherches de l'enquête diligentée s'orientent vers les deux personnes qui neutralisèrent Isabelle. Le 20 octobre 2000, ils sont condamnés aux assises du Mans, Launay à 10 ans de prison, accusé d'avoir provoqué la mort de la victime et Marie à 5 ans de prison pour complicité.

Le commanditaire de l'aventure coercitive est mis en examen pour « non-assistance à personne en danger » et placé sous contrôle judiciaire. Son cas est dissocié de celui de ses « accompagnateurs » qui, eux, comparaissent en assises. Alain Houdayer, devra, quant à lui, comparaître en correctionnelle. Curieusement reportée par deux fois, la prochaine comparution est fixée à l'audience du 24 juin 2002. C'est plus de quatre ans après le décès d'Isabelle.

Maintenant, nous ne connaissons toujours pas les causes du décès d'Isabelle Perron. Y a-t-il eu strangulation? Ou la mort serait-elle due à un accident?

La Cour d'appel d'Angers, à l'audience du 13 novembre 2001, reporte à une date ultérieure la comparution de Launay et Marie. Entre temps, outre les demandes de mises en liberté provisoire qui furent refusées, une contre-expertise est demandée par les avocats de la défense.

La Justice s'est-elle trompée?

S'interroge le quotidien *Ouest-France* dans son édition du 4 avril 2002. « Il est probable que la jeune femme soit décédée d'un malaise vagal mortel. (...) En clair, un évènement suivi d'un arrêt cardiaque. »

Selon les dires et les conclusions du collège des experts ayant effectué la contre-expertise, toutes les précautions de conservation de prélèvements n'ont pas été prises pour qu'une contre-expertise puisse se dérouler normalement. *Ouest-France* poursuit: « Furieux de cette découverte, les avocats de la défense ont, le 19 mars, porté

plainte contre X pour "altération des preuves en vue de faire obstacle à la manifestation de la vérité, détournement d'objets placés sous scellés et faux". Des échantillons du cœur et des poumons de la victime ont disparu. »

Dans la situation actuelle, le procureur du Mans ordonne une ouverture d'enquête préliminaire qui est confiée au service de police judiciaire d'Angers.

Le facteur humain de l'affaire

Nous sommes tous consternés; à savoir que des militants du même collectif agressent physiquement une des leurs. L'aspect libertaire et ses ami(e)s de lutte, est louable et légitime. C'est en tant qu'anarchistes et militants que nous réagissons. Le traumatisme psychologique a été socialement très fort sur des individus proches des événements, et qui soutenaient l'action des chômeurs. Certaines personnes sont marquées à vie. Notamment parmi les ami(e)s de la victime et ceux des deux « lampistes » condamnés. Ils se connaissaient tous et étaient solidaires dans leur lutte commune. Ce jour-là, la vie militante, des uns et des autres, a basculé de croyances en incertitudes. C'est un dégât social énorme.

Les militants ne comprennent pas qu'AC1 et SUD ne se soient pas désolidarisés publiquement du rôle qu'a joué Alain Houdayer dans cette affaire. Ses agissements d'autoritaire viscéral, bien connu du mouvement social, doivent être dénoncés publiquement. C'est salutaire pour la vie militante, et, sur le plan local mançais, cela ne peut qu'améliorer le climat social ambiant.

Quelles que soient les causes du décès et les responsabilités qui restent encore à déterminer, nous sommes catégoriques et désapprouvons formellement toute atteinte portée à l'intégrité de la personne d'Isabelle Perron.

Nous avons dû attendre que la justice procède et se prononce pour connaître et exposer les faits qui se sont passés dans la nuit du 27 au 28 mai 1998. Bien que nous possédions d'autres éléments d'information, nous ne les donnerons qu'en temps opportun après vérification. Nous n'avons pas à anticiper sur le déroulement de la justice. Nous attendons les audiences à venir pour confirmer ou infirmer les informations fantaisistes qui ont pu circuler.

Groupe Lairial de la FA,
Le Mans



Crise de foi Juifs et musulmans : unis contre les femmes

Dans une école pour filles de La Mecque, un incendie s'est déclaré, les pompiers sont rapidement intervenus pour sauver les jeunes filles. Mais, la police religieuse a fermement empêché les jeunes écolières de quitter l'établissement en feu, car elles avaient omis, dans leur fuite, de mettre leur voile, ce qui est obligatoire pour les femmes en Arabie. Dans la même logique, ils ont empêché les pompiers de rentrer dans l'école. Bilan: 15 filles sont mortes, au nom de la morale religieuse.

En Israël, les religieux juifs se sont opposés au renforcement de la législation sur la violence conjugale. Selon eux, battre sa femme appartient à la tradition juive séfarade qui met en valeur le respect et l'admiration pour le père de famille. Pour le député juif orthodoxe Zeev « Si l'on punit trop sévèrement les maris qui battent les femmes ou leurs enfants cela risque de rompre le lien familial. » Belle conception de la famille... Enfin, le même député demande « à ce que l'on ne mette pas de mauvaises idées dans la tête des femmes battues », qui en portant plainte contre leur mari risquent de compromettre leur famille par l'absence du père... Afin de les convaincre de ne pas porter plainte, il n'a qu'à les enfermer dans un bâtiment et y mettre le feu: mieux vaut un bon exemple qu'un long discours...

Régis Boussières

Michel Launay et Yannick Marie restent détenus à Rennes

CONDAMNÉS injustement à 10 ans et 5 ans de réclusion criminelle après le décès d'Isabelle Perron en mai 1998. La victime et les deux accusés étaient des militants d'AC1 72. La cinquième demande de remise en liberté a été rejetée, le 16 avril dernier, par la chambre d'instruction de la Cour d'appel du Maine-et-Loire.

À l'annonce de la décision, la clameur s'élève dans la salle des pas-perdus où attendaient près de soixante-dix personnes déçues par le verdict. La détermination des avocats de la défense sera-t-elle suffisante et convaincante pour formuler une demande de délocalisation du procès? Ils considèrent la Cour d'appel d'Angers « partielle », « juge et partie » dans cette affaire.

Entreprise le 9 avril, la

marche contestataire et de soutien aux deux accusés, Le Mans-Angers-Rennes, ira donc à son terme jusqu'au 20 avril et se terminera aux portes de la maison d'arrêt de Rennes. Le groupe des marcheurs était constitué de 15 personnes à partir du Mans. Mais, tout au long de cette randonnée pédestre, le nombre de participant(e)s a fluctué durant les 225 km parcourus.

Comité de soutien à Michel Launay et Yannick Marie
Contacts:
Le Mans-Orne: Jean-Louis Launay;
tél.: 02 33 31 73 21.
Marcellin et Jocelyne;
tél.: 02 33 73 09 32.
AC1 49 Angers;
tél.: 02 41 37 88 96.
AC1 44 Nantes;
tél.: 02 40 89 51 99
ou ac.nantes@frcc.ir.

Lairial, FA Le Mans

Les Roumains qui vivent ici sont d'ici !

LE SQUAT du 47, rue Paul-Doumer à Montreuil est un squat de pauvres. Vivent dans ce bâtiment du ministère de l'Agriculture, des familles roumaines, des adolescents et des personnes seules. Sans eau, avec des branchements électriques de fortune, sans toilettes, ces 150 personnes sont en errance depuis plusieurs mois ou arrivent directement de Roumanie, pour cause de regroupement familial. Les raisons de leur arrivée en France, ils les explicitent en terme « de persécutions par la police roumaine et d'atteinte aux droits fondamentaux, dans la mesure où ils n'ont plus le droit de travailler en Roumanie ». Qui n'a pas vécu et travaillé en Roumanie (je ne parle pas de clubs de vacances) ne peut imaginer l'extrême dureté de la vie au quotidien. Déjà en 1991, l'approvisionnement en produits de base était très problématique. Le seul moyen de subsister était d'être soi-même producteur. Pour les produits manufacturés, c'était la pénurie totale. Ce qui explique que les enfants étaient pieds nus

dans les villages, même en plein hiver : les chaussures étaient un produit quasi introuvable. Je ne m'étendrai pas outre mesure sur l'expérience que j'ai vécue dans un hôpital psychiatrique de la région de Deva sous l'égide de Médecins du Monde : eau chaude une fois par semaine, pas de

C'est pourquoi nous réaffirmons que « les gens qui vivent ici sont d'ici » car la richesse accumulée ici se paie là-bas, en Roumanie ou ailleurs dans le monde. Dire que Montreuil ou Neuilly ou la France ne peuvent accueillir la misère du monde, c'est pratiquer la malhonnêteté la plus éhontée.

sente à nous, relève de la pure immoralité. Mais nos politiciens y excellent et se décernent même implicitement des prix de Meilleure Crapule...

Exiger un relogement décent

Quant à nous, citoyens montreuillois, militants, nous sommes immédiatement mobilisés le 20 mars dernier, premier jour du printemps et fin de la trêve hivernale, lorsque la mairie a tenté d'expulser les occupants. Elle a dépêché pour cela un tractopelle afin de raser l'édifice. Heureusement, l'association Droit au logement, prévenue, est intervenue, et, avec l'aide de militants montreuillois, a empêché la manœuvre.

Depuis, un comité de soutien s'est constitué et une demande de rendez-vous a été sollicitée auprès de la préfecture pour « l'ouverture de négociations ».

Une réunion aura donc lieu le 3 mai prochain à la DDASS de Bobigny, en présence de Jean-

Jacques SEREY, premier adjoint au maire, de M. Lehmann, sous-préfet, d'une représentante du DAL, des représentants des Roumains, Médecins du Monde et des représentants du Collectif de soutien. Nous fixerons nos exigences puisqu'il semble que nous soyons en trêve électorale. D'ici cet été, aucune décision ne sera donc tranchée. Vigilance maximale ensuite... D'ici là, la préfecture devrait faire rétablir l'eau dans le bâtiment et les femmes enceintes devraient être prises en charge par la DDASS. Nous vous invitons à nous rejoindre au sein du collectif de soutien afin d'exiger un logement digne de ce nom pour les Roumains.

NADA

Extrait de la feuille *Floral* n° 6, mensuel du Forum libertaire montreuillois regroupant des militants de la CNT, d'Alternative Libertaire et de la FA. Un article rapportait la situation faite à près de 150 réfugiés roumains occupant un bâtiment inoccupé.

Squat à Montreuil

chauffage en plein hiver, carreaux brisés et non remplacés, nourriture insuffisante. L'extrême précarité matérielle alliée à la désespérance morale due à cinquante ans de dictature communiste formaient un cocktail plutôt morbide, favorisant les pratiques autoritaires voire tortionnaires...

Le 47, rue Paul-Doumer est bien un squat de pauvres... mais dans un environnement de pays riche. Et je crois sans peine les Roumains lorsqu'ils me disent se sentir bien ici...

C'est ignorer que nos jeans sont fabriqués en Turquie ou en Asie par des pauvres, que nos matières premières sont produites par des pauvres que nous spolions, que nos routes sont goudronnées sur le dos des pauvres d'ailleurs et que nos voitures roulent à l'essence du malheur et de la spoliation... Pratiquer la mondialisation d'un côté, en pillant les matières premières et le travail à l'échelle de la planète, et revenir à ses frontières, à son territoire, à son pré carré, quand la misère qu'on a produite se pré-

Expulsion du squat de la rue Boudronnée à Dijon

SECONDE CIBLE d'une vague d'expulsions annoncées : le squat de la Boudronnée, ouvert le 15 mars de l'année précédente, de manière un peu « provoc », pour marquer la fin de la trêve d'hiver.

Mercredi 3 avril 2002 à 6 heures, une trentaine de policiers accompagnés de responsables de la préfecture et des huissiers ont rempli leur

ment matinal qui se tenait sous leur fenêtre, ont pu assister en direct aux événements depuis leurs balcons.

À peine les poulets eurent-ils pénétré dans la maison qu'ils entreprirent de saccager toutes les vitres du rez-de-chaussée, histoire d'apaiser leurs pulsions et de défrayer le travail des maçons auxquels la préfecture avait fait appel pour murer toutes les issues. Venue

schtromfants ont retourné les meubles de la pièce, en quête de l'arme du crime qu'ils redoutaient tant pour ses capacités à prévenir du monde et tenter de faire obstacle à l'expulsion. Ils avaient semble-t-il gardé un mauvais souvenir de l'expulsion de la Courdémone qui leur avait coûté quelques insultes et un bon coup de speed plusieurs jours auparavant. Leur recherche demeurant infructueuse, ils firent simplement descendre leur butin vivant dans la cuisine où l'attendait un chaleureux comité d'accueil eberlué.

Déménageurs et maçons se mirent au travail dans la foulée, et après passage au fichier et quelques bonnes blagues, la pouaille relâcha l'habitant des lieux qui alla saluer ses voisins(e)s, avant de s'éloigner de ce quartier populaire qui avait manifesté une solidarité et une sympathie certaines depuis que cette maison, abandonnée depuis une vingtaine d'années, était redevenue vivante. Grâce à la bonne action des autorités, elle est désormais retournée à son délabrement, tandis que son ex-habitant se retrouve sans logement.

Ne laissons pas les huissiers et leurs copains de la Préfecture dormir sur leurs deux oreilles ! Faisons-leur découvrir les douceurs d'une violation de domicile matinale !

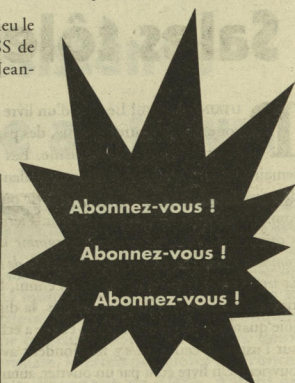
Sources : Maloka et A-Infos



rôle de chiens de garde du marché immobilier et ont expulsé le squat de la rue de la Boudronnée à Dijon. Tandis que cinq motards bloquaient l'accès à la rue, les flics ont enfoncé le portail d'entrée puis la porte de derrière en une trentaine de minutes. Prévenu(e)s de l'imminence de l'expulsion par des tracts distribués dans tout le quartier, les habitant(e)s de la rue, réveillés(e)s par le rassemble-

ment matinal qui se tenait sous leur fenêtre, ont pu assister en direct aux événements depuis leurs balcons.

Obsédés par un téléphone portable inexistant, les



Dans la toile

Abri.org (<http://www.abri.org/>) est un lieu d'expérimentation pour une appropriation collective des outils de l'Internet non marchand, solidaire et alternatif. Ils sont basés dans la région Midi-Pyrénées mais hébergent déjà un groupe de discussion des intermittents du spectacle et *Corbac*, un site de défense de la laïcité qui, sans être anarchiste (ils se réfèrent d'ailleurs aux droits de l'homme), plaira par son anticléricalisme primaire.

À ne pas rater non plus, le site des *athées d'Ille-et-Vilaine* (<http://ativ.free.fr/>) qui font un gros travail de présentation d'un anticléricalisme vivant et qui respire la santé.

Dans un autre registre, l'on pourra se rafraîchir le bulbe avec *Athéisme Matérialisme Sagesse* (<http://www.geocities.com/atheisme/>), un bon site de philosophie athée.

Et pour leur bon travail contre tous les obscurantismes, le détour vaut d'être fait par le *Cercle zététique* (<http://www.zetetique.ldh.org/>).

Il y en a beaucoup d'autres de la même veine mais un *Monde libertaire* complet ne suffirait pas à en faire le tour tant le désir de se laver la tête des conneries théistes se porte bien.

On visitera aussi avec plaisir le site d'*Artnono* qui s'affiche comme contre-culturel et prolétaire (<http://membres.lycos.fr/artnono/french/>).

Pour se faire une tranche d'art, après ces considérations militantes, un petit passage par le projet coopératif *Tamara.Laï.Jimpunk* (<http://www.jimpunk.com/www/T.L.J.>) s'impose. Et, on ne s'en est pas privé. Ce d'autant moins que les expos virtuelles qui y sont relayées sont un vrai plaisir.

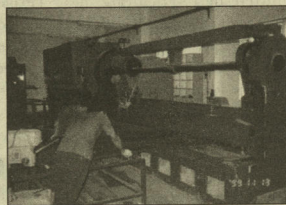
À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com

On n'ira pas à l'usine !



Guilin, Guangxi (Chine)



Ateliers d'une usine de cycles, en Chine. C'est déjà moins beau

Sales tôles !

PUTAIN D'USINE! Le titre d'un livre et aussi sa conclusion. Entre les deux, des pages d'écritures qui racontent l'usine. Les jours, les semaines, les mois, les années qui s'écoulent. Au bout du compte une tranche de vie. Une vie où le boulot tombe chaque jour sur l'auteur, Jean-Pierre Levaray, « comme une vague de désespoir, comme un suicide, comme une petite mort, comme la brûlure de la balle sur la tempe ». Chaque jour l'usine, l'ennui, la résignation, l'amitié aussi, la mort parfois, la dignité et la joie quand éclate la grève. Jean-Pierre a écrit un livre sur l'usine et ceux qui s'y morfondent avec lui: les ouvriers. Un livre écrit par un ouvrier, autant dire que vous n'aurez pas entre les mains l'un de ces ouvrages rédigés par des spécialistes « du monde du travail ». Dans ces pages, vous ne trouverez ni statistiques, ni courbes, ni analyses et encore moins le commentaire « objectif » et glacial du spécialiste. Non, ces pages sont vivantes, imprégnées du quotidien de l'usine et des hommes qui y travaillent. « Ceci n'est pas un livre, quiconque touche ce livre touche un homme. » disait le poète Walt Whitman.

La littérature prolétarienne « ce n'est pas cette littérature destinée aux classes pauvres qui la plupart part du temps est écrite par des bourgeois. Ce ne sont pas davantage les œuvres, d'ailleurs généreuses, où des intellectuels non-prolétaires expriment leur vision de l'existence des travailleurs. Il s'agit au contraire d'une littérature de témoignage sur la vie prolétarienne, écrite par des prolétaires ou d'anciens prolétaires – ouvriers ou paysans. »¹

Si l'on devait à tout prix cataloguer *Putain d'usine*, on pourrait le rattacher à ce courant littéraire, dénié par tous ceux qui aspirèrent à parler au nom de la classe ouvrière et qui combattirent son désir d'autonomie. La littérature prolétarienne exprima, selon les époques, l'amour de l'ouvrier pour son métier, la révolte et la grandeur de la classe ouvrière, puis, comme Jean-Pierre aujourd'hui, le dépit et le dégoût: « Une vie de con. C'est ça qu'on pense lorsqu'on retire nos vêtements de travail, dans le vestiaire, assis devant une des rangées d'armoires métalliques, avant de prendre la douche et partir. Enfin quitter ce lieu d'infamie. » On est bien loin des discours qui visent à caresser la classe ouvrière dans le sens du poil... C'est qu'ils l'aiment tous (ces bureaucrates, staliniens, politiciens) la classe ouvrière... Mais au turbin, au boulot, à l'usine! Une véritable mythologie fut construite sur le dos de la

classe ouvrière, on glorifia le prolétariat pour mieux établir l'impossibilité pour celui-ci de dépasser sa condition. À bas le prolétariat! Parce qu'il faut en finir avec le prolétariat comme avec la bourgeoisie, parce qu'une société libre et égalitaire est une société sans classes.

En 1985, pendant le mouvement étudiant, des lycéens du technique² signèrent des tracts *les Lascars du LEP électronique*. Ils énoncèrent des idées plutôt rafraîchissantes et radicales et notamment un fameux « Nous, on n'ira pas à l'usine. » Ces lascars-là, tout comme Jean-Pierre Levaray aujourd'hui, ne se sont pas laissés aller à un vague mouvement d'humeur tout aussitôt réprimé par la conscience de la réalité des choses. Ils énonçaient un problème fondamental: beaucoup d'ouvriers n'aiment pas leur travail, ils y perdent leur vie. Et pourtant la société future est souvent pensée avec des usines et des ouvriers, parce qu'il faudra bien produire! Et il y a même des enthousiastes pour nous prédire une société socialiste où on bossera plus... Faut-il taire qu'il y a toujours eu une tradition de résistance ouvrière au travail, que celle-ci s'exerce bien sûr quotidiennement par tous les petits arrangements entre collègues, par un ralentissement des cadences, ou par la maladie? Car si les individus nient la souffrance, leur corps ne l'oublie pas. Cette résistance s'est heurtée aux exigences du Front populaire en France et à celles de l'Espagne révolutionnaire en 1936... Tout simplement, il nous faut prendre en compte cette réalité de l'usine et de ceux qui y sacrifient leur vie. Et de la prise en compte de cette réalité découlent d'autres questions essentielles. Comment produire? Que produire? Avec quels modes d'organisation et de décision?

Mais dans les plans que nous tirons pour la société future, pouvons-nous laisser Jean-Pierre Levaray, et des centaines de millions d'autres, à l'usine? Comme il ne se satisfera pas des félicitations et encouragements pour sa contribution aux efforts de productivité, il pourra alors commencer à écrire son second livre: *Putain de révolution!*

Laurent Fouillard

1. Histoire de la littérature prolétarienne en France. Michel Ragon. Albin Michel. (Épuisé)
2. Il faut absolument voir *On a voulu nous rendre cons c'est raté, les lascars du LEP électronique*. Disponible en vidéo. Hésiode, 13,70 €. En vente à Publico.

Putain d'usine. Jean-Pierre Levaray. L'Insomniaque. 94 pages. 7 €. En vente à Publico.

UN TRACT, le premier, décembre 1986:

« ON A VOULU NOUS RENDRE CONS... C'EST RATE!

Nous avons commencé à débayer quand le bruit du mouvement étudiant est parvenu jusqu'à nous. Tout d'abord nous n'avons pas bien saisi contre quoi se battaient les étudiants. Nous ne le savions pas. Mais ils se battaient contre... quelque chose et ça nous plaisait bien.

Nous sommes descendus dans la rue, nous y avons amené tout ce que nous aimions dans le bahut, nos amis, nos copains, la rigolade, la joie et l'amitié. Nous nous sommes parlés comme jamais nous ne nous étions parlés, et ça nous a vachement plu. Le lycée ça n'était donc pas les murs, ça n'était pas le programme? C'ÉTAIT NOUS! TOUS ENSEMBLE!

En parlant, en courant, en réfléchissant, en discutant, vite, très vite, nous avons compris beaucoup de choses.

Les étudiants se battent contre la loi Devaquet qui aggrave la sélection à l'université où nous n'irons jamais! Mais la sélection on connaît! On a déjà donné, très tôt, des gens "intelligents" nous ont orientés vers les filières courtes, les LEP. En nous faisant bien sentir qu'on était incapable de faire autre chose et qu'après l'école ce serait (si nous ne trouvions du travail) encore pire. Il paraît que nous, c'est la loi Monory qui nous "concerne" et qu'elle aussi elle sera pire. Pire que quoi? Comment? On voit pas très bien!

De toute façon cette loi, on n'a pas besoin de la connaître pour la refuser! Car nous ne voulons plus de ce qu'on a qui est misérable, et c'est pas pour en demander plus, ni moins. Plus de quoi, moins de quoi! Qu'est-ce que ça change?

Être plus rentable pour ceux qui nous feront trimer? Merci bien! ÇA NE NOUS INTÉRESSE PAS. TROUVEZ AUTRE CHOSE!

Nos professeurs nous entretenaient (sans convictions) dans l'illusion que nos diplômes – à condition que nous soyons travailleurs, ponctuels, attentifs, consciencieux – nous donneraient une place, Oh! pas merveilleuse, mais enfin une place tout de même; que nos études conditionneraient notre place dans le monde du travail. Il nous semble plutôt que c'est notre travail futur qui conditionne (déjà) nos études.

ÇA PROMET!

Nous, on pensait s'en tirer autrement, par la musique, les voyages, le théâtre, tout ça... Qu'on se débrouillerait, sans trop savoir comment, pour y échapper. En attendant on se taisait pour pas les vexer, le contrarier... Mais aussi parce qu'on voyait bien, au fond, qu'on était coincés, seuls, isolés. Maintenant on sait: ça n'était pas un problème personnel, individuel. C'est notre problème à tous!

En refusant passivement hier, activement aujourd'hui, l'école, c'est le travail et la vie de con qu'on nous a gentiment préparé que nous refusons! Nous discutons, nous réfléchissons, nous rigolons bien, MAIS NOUS SOMMES TRÈS SÉRIEUX!

Vous avez failli nous avoir, c'est raté! On a entrevu autre chose. On va foncer. Ça va chier! DES LASCARS DU LEP ÉLECTRONIQUE »

1986. Un projet de réforme de l'université, la loi Devaquet, provoqua des grèves et des manifestations importantes. L'histoire retiendra que le gouvernement utilisa la répression contre ce mouvement

auquel un nom restera intimement et tragiquement lié: Malik Ousselkine, mort sous les coups des CRS.

Des tracts attirèrent mon attention, signés *Des lascars du LEP électronique*. Ils étaient en ruptures avec le discours convenu et responsable, c'est-à-dire intégré, de nombreux étudiants. Pas de slogans entendus et répétés sans la moindre imagination, pas de langue de bois, des mots simples pour exprimer avec colère et passion des désirs.

S'adressant aux étudiants:

« Étudiants, si vous critiquez seulement la loi "2 caquets" et pas l'université vous vous battez seuls et la loi passera d'un coup ou par petit bout, vous l'aurez dans le cul! Et, si par hasard elle ne passait pas alors tout serait comme avant et la moitié d'entre vous se retrouverait dans les bureaux, VOS usines assepticisées. Étudiants c'est vous qui êtes appelés à gérer cette société et nous à la produire.

SI VOUS BOUGER, SI NOUS BOUGEONS, TOUT PEUT BOUGER.

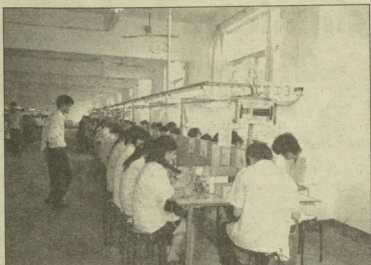
Mais si vous voulez seulement jouer les "apprentis Tapie", si vous voulez gérer loyalement cette société et devenir à minima frais, éducateurs, assistants sociaux, animateurs, inspecteurs du travail, cadres, sociologues, psychologues, journalistes, directeurs du personnel; pour demain nous éduquer, nous assister, nous animer, nous inspecter, nous informer, nous diriger, nous faire bosser...

ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE!

Mais si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui vous exclut, et vous abaisse, si vous voulez lutter, avec nous, contre la ségrégation sociale, contre la misère, la vôtre et la nôtre, alors...

FRÈRES, AVEC NOUS, ON VOUS AIME!»

Les tracts des Lascars furent très remarqués lors du mouvement. Sans doute la fraîcheur, la sincérité et toute la radicalité qui se dégageaient de leurs propos y étaient-elles pour beaucoup. Mais les



Au montage. Fini de rigoler. Il s'agit bien entendu de la partie qu'on montre. Le reste est pire.

lascars et les lycéens des LEP ne plaisaient pas à tout le monde. Il était quasi impossible pour eux de s'exprimer dans les AG étudiantes animées et encadrées par des leaders étudiants qui pensaient peut-être que ces futurs ouvriers n'étaient pas à leur place ici. La lutte, oui, mais chacun à sa place, faut pas déconner quand même! Ce qui plut aussi dans les tracts des Lascars c'est que tout y était dit: la lutte des classes, la conscience de classe, la nécessité aussi d'abolir les classes dans le moment de la lutte pour aller plus loin, très loin, et tous ensemble...

Le sceptique, après lecture de ces tracts, ou du livre de Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine*, se dira que tout cela est bien joli mais que demain comme aujourd'hui il faudra bien produire massivement dans des usines pour satisfaire les besoins de la consommation. Mais, qu'énoncent autant les Lascars de 1986, les ouvriers récalcitrants du Front populaire ou de la révolution espagnole de 1936, que Levaray en 2002, sinon une rupture? Une rupture avec un mode de production qui implique qu'eux se sacrifient dans ces bagnes industriels. Une rupture avec le sacrifice que doit consentir la classe ouvrière au nom d'un intérêt commun au-dessus d'elle. Une rupture avec la martyrologie de la classe ouvrière. Une rupture qui ose dire et revendiquer que la vie vaut la peine d'être vécue pleinement. Une rupture qui assume la primauté du désir de l'individu sur celle d'un prétendu intérêt supérieur.

Si l'on ne veut pas affronter cette réalité en face, il faut alors commencer à aborder certaines questions. Cette masse ouvrière récalcitrante, comment la convaincre de la nécessité de cette production? Et si elle est sourde à l'argumentation que son sacrifice est nécessaire à la communauté? Alors, comment agir avec ces contre-révolutionnaires faisant preuve d'un individualisme déplacé? Comment les éduquer, les contrôler, les surveiller? Et qui le fera? Intéressantes questions auxquelles l'histoire a déjà répondu tragiquement.

Le socialisme autoritaire a produit des monstruosité. Nous, anarchistes, libertaires, en 2002, nous avons aussi notre histoire, celle que nous faisons aujourd'hui et celle que nous légument les camarades anciens ou disparus. Cette histoire est riche de réalisations émancipatrices, mais aussi d'erreurs et de reniements. Si nous avons en nous aujourd'hui le même désir révolutionnaire, il nous faut prendre en compte notre époque. Écoutons-la mieux, notre époque... Et nous entendrons, certes dans la confusion et l'incohérence, la formulation d'un désir de vivre autrement, un désir de rupture avec le capitalisme, une envie de rompre avec une logique productiviste et consumériste.

Un tract, le 31 novembre 1986:

*« Nous critiquons l'université
Nous critiquons les étudiants
Nous critiquons l'école
Nous critiquons le travail
L'école nous donne les mauvaises places
L'université vous donne les places médiocres
Ensemble critiquons-les!
Mais ne nous dites pas "il faudra toujours des balayeurs, des ouvriers", ou alors allez-y les gars, ces places-là on vous les abandonne de bon cœur, vous gênez pas!
ON N'EST PAS PLUS CONS
QUE VOUS, ON N'IRA PAS A L'USINE»*

Des lascars du LEP Électronique

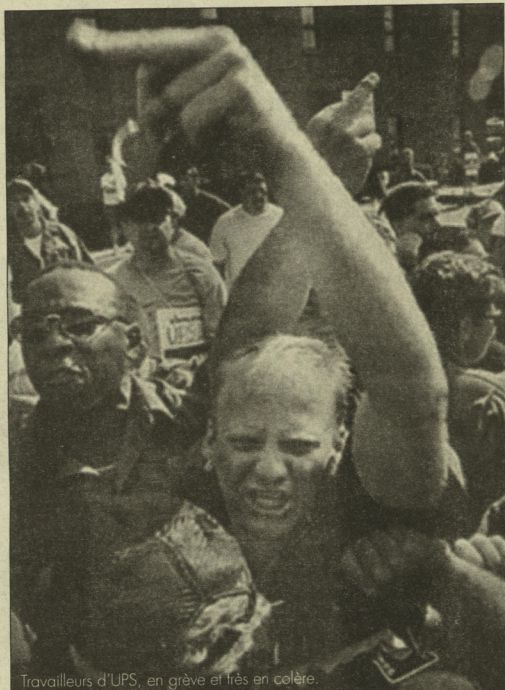
Laurent Fouillard

Je peux vous adresser, contre un timbre de 0,46 €, un fac-similé de 3 tracts des Lascars. Écrire au journal.



Sur les plans: «Mauvais salaires, semaine de cinquante-quatre heures»

Forum à Publico, samedi 4 mai, avec Jean-Pierre Levaray, auteur de *Putain d'usine*. Suivi d'une représentation du petit théâtre de l'absolu (Québec) autour du 1^{er} mai 1886, à Chicago.



Travailleurs d'UPS, en grève et très en colère.

La résistance ouvrière au travail

UNE BROCHURE de Michael Seidman, *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail*¹ avance l'idée « que la résistance au travail répondait aux désirs les plus intimes de nombreux ouvriers et que si elle est restée cachée, elle n'en est pas moins une part importante de la culture de la classe ouvrière dans des situations politiques dissemblables. » L'auteur aborde son sujet à travers deux situations. L'une est réformiste, le Front populaire en France, et l'autre révolutionnaire, l'Espagne de 1936. Autant en France qu'en Espagne le refus du travail était enraciné dans la culture de la classe ouvrière. Le cas de l'Espagne nous intéressera particulièrement car on voit que la volonté autogestionnaire de la CNT se heurtera à un important scepticisme de nombreux ouvriers qui ne manifesteront guère d'enthousiasme pour participer à l'effort de production. Cette situation contraint les syndicats UGT et CNT à imposer une stricte discipline sur les lieux de travail et à rétablir le travail aux pièces, l'inégalité des salaires, la hiérarchie...

L'auteur pense que les « militants sincèrement engagés dans leurs partis et syndicats restaient une minorité séparée de la classe ouvrière », cette classe manifestant sa conscience à travers le refus du travail. Voilà un point de vue discutable! Ainsi un ouvrier découvrant et cultivant un idéal social ou politique serait séparé de la classe ouvrière... À moins de considérer la classe ouvrière comme un corps pur que viendraient souiller les idées et les militants? Cette remarque étant faite, la consultation de cette brochure est bénéfique car elle offre une lecture critique sur ce qui reste une référence, un repère et un exemple pour les libertaires. Elle invite au questionnement et à la réflexion.

LF

1. Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Michael Seidman, Échanges et Mouvement, 1,50 €. En vente à Publico, la librairie du Monde libertaire.



Non à la reprise du pôle chimique ! Toulouse : 21 septembre - 21 avril

A l'appel de la Fédération anarchiste et de la CNT-AIT, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées au rond-point du carrefour Langlade pour commémorer l'explosion de l'usine AZF, devant les ruines des bâtiments ravagés par cette catastrophe industrielle.

Le sinistre anniversaire coïncidant avec le premier tour des élections présidentielles, ce

rassemblement était surtout un appel à la lutte hors du jeu politique pour la fermeture du pôle chimique de Toulouse Sud et en particulier contre la reprise des activités de la SNPE.

Dans cette affaire en effet il est plus qu'évident qu'il faut agir pour ne plus subir.

Dans le même esprit la Fédération anarchiste de Toulouse appelle à manifester sous la banderole « Agir au lieu d'élire » lors du défilé

du 1^{er} mai ainsi qu'à un rassemblement anti-électoral le 5 mai prochain à 10 heures place du Capitole à l'occasion du deuxième tour.

Rendez-vous donc pour « Agir au lieu d'élire ».

Toulouse le 21 avril 2002

Groupe Albert-Camus de la FA

La fête oui, la lutte aussi !

FÊTER LES DIX ANS de No Pasaran, c'est se dire que ce qui a fondé notre combat au vu des derniers événements et de la présence des forces extrémistes tant dans l'hexagone qu'en Europe pour ne pas parler de la montée des intégrismes dans le monde est toujours d'actualité. La lèpénisation des esprits dénoncée dès les années 90 par le mouvement antifasciste radical n'est pas un simple slogan, mais une réalité qui nous a amenés au fur et à mesure de nos engagements à élargir nos champs d'intervention.

Le réseau No Pasaran combat toutes les formes de domination : capitalisme, racisme, patriarcat, aliénation, apartheid social, répression... Il lie étroitement sa réflexion - sur le système dominant et sur l'élaboration d'alternatives - et ses revendications aux pratiques militantes rupturistes qu'il développe. S'il agit ici et maintenant, de manière radicale et contribue à élaborer des espaces de contre-pouvoir, il se place aussi dans une perspective révolutionnaire.

Ni organisation partidairiste, ni structure figée, le réseau No Pasaran se compose de groupes et collectifs fédérés entre eux à travers l'hexagone. Il fonctionne sur un mode libertaire.

Partie prenante de la lutte internationale contre le capitalisme et toutes les formes d'autorités, il développe échanges et actions avec des groupes de nombreux pays. Il s'inscrit dans un large mouvement d'émancipation politique, économique, social et culturel pour lequel résister c'est créer.

Pour les dix ans du réseau No Pasaran, de nombreux concerts seront organisés dans les prochains mois. Après le succès des deux premiers concerts du 29 mars à Epervain avec entre autre Kochise et la Brigada Flores Magon (en soutien à Mumia Abu Jamal) et du 12 avril à Nantes, le réseau No Pasaran continue sa tournée de concert : Paris 27 et 28 avril (Pelican frise, Garage lopez + invités - Turtle ramblers, Mokoka, Junior merry) / Poitiers 11 mai (J'aurai voulu + invités) / Nîmes 18 mai (Les Déserteurs, punk n'roll + invités) / Bordeaux 23 mai (Rageous gratoons, Mr spock, Aspo + invités) / Angers 25 mai (No time to lose, Toxic tv + invités) / Dijon 1^{er} juin (Hors contrôle, Select molotov + invités) / Troyes 1^{er} juin (Foetus party, Ya basta !) / Saint-Etienne juin / Brest juin (les Zèbres + invités) / Toulouse septembre...

Pour tout renseignement, écrire à No Pasaran, 21^{me}, rue Voltaire 75011 Paris. Tel : 06 11 29 02 15 - email : reflex@ecn.org

Big Bang! 2002

Du 27 avril au 1^{er} mai 2002, des fanfares de luttes se rencontrent pour la première fois à Paris, à l'initiative du Front musical d'intervention.

PARTOUT DANS LE MONDE, la musique reste un moyen d'expression et de revendication universel. À Paris, Bologne, Milan, Seattle, Genève ou Berlin... et sur tous les fronts.

Les fanfares de lutte font vivre la tradition populaire de révolte et de résistance par la musique et le chant.

Le principe de ces journées de BIG BANG! est de favoriser les échanges entre groupes musicaux, de sensibilité commune en matière d'engagement militant, menant des initiatives au sein des mouvements sociaux de leurs pays respectifs, et qui revendiquent une autonomie politique et financière, comme le Front musical d'intervention à Paris.

Pendant 4 jours, participez aux journées de rencontres, de fêtes et d'actions du BIG BANG! 2002... Plus de 150 fanfaronnes et fanfarons sont attendus.



À la petite semaine

Cinq bonnes raisons de soutenir sans condition le « peuple palestinien »



LES PALESTINIENS veulent bâtir un État. L'anti-étatisme constituant l'un des fondements de la pensée anarchiste, il faut donc logiquement soutenir cette revendication, car plus il y aura d'États, plus il y aura de combats à mener, et, privé de lutte, à quoi peut servir un militant ?

Partisans ici de la lutte des classes ou de l'émancipation individuelle, il convient de se ranger à côté de ceux qui fondent leur cause sur le nationalisme et la religion, deux éminents facteurs de libération dont Proudhon, Bakounine, Malatesta, Kropotkine et tous les théoriciens libertaires ont dit un peu vite et sans réfléchir qu'ils étaient causes de guerre et d'asservissement.

Si l'on éprouve, certes, un certain malaise devant les images viriles des manifestations du Hezbollah, du Hamas et autres organisations sympathiques, où l'on chercherait en vain une présence féminine, il faut saluer ce pas en avant vers l'égalité des sexes qui permet désormais aux Palestiniennes de se faire kamikazes. Notre satisfaction y

d'Italie et d'Allemagne, essentiellement, avec une déléguée de l'Infernal noise brigade de Seattle,

Dimanche 28 avril

De 14 heures jusqu'au soir, après-midi festive, rencontres publiques : « Qui sommes-nous, que faisons-nous? », à La Parole errante, 9, rue François Debergue, à Montreuil (métro Croix-de-Chavaux).

Présentations des répertoires de chaque fanfare, interventions publiques et politiques, diffusion et débats autour de films. Bar à toute heure, pour une consommation militante de soutien.

Lundi 29 avril

21 heures : concert (lieu à préciser).

Mardi 30 avril

18 heures - Progression urbaine et collective : participation du BIG BANG! à la Street party du Festival des résistances et des alternatives, départ (sous réserve) à Bastille, se terminant place de la Bourse pour rejoindre le réveillon anticapitaliste.

Mercredi 1^{er} mai

Participation aux différentes manifestations syndicalistes et alternatives de la journée en lien avec différents collectifs.

Centre de convergence :

La Parole Errante
9, rue François-Debergue, à Montreuil
(Métro Croix-de-Chavaux, ligne 9)

Si vous voulez participer à ces rencontres, proposer votre concours, obtenir de plus amples informations ou avoir les dernières infos : par mail :

bigbang2002@free.fr ; par téléphone : 06 87 01 12 80 ou 01 49 93 04 34. Toutes les infos sont aussi le site du Front musical d'intervention : <http://fmi2.free.fr>.

Le Centre Ascaso-Durruti qu'est-ce que c'est ?

UN LOCAL de 60 m² contenant une bibliothèque de 5000 ouvrages. Cette bibliothèque est née de la volonté de quelques individus qui ont mis en commun leurs moyens matériels, financiers et leur enthousiasme pour accueillir la bibliothèque d'Abel Paz.

Le but en est de diffuser des idéaux Anarchistes. Elle offre un très grand choix de documents et de témoignages sur la révolution Espagnole de 1936. Des archives et enregistrements audio peuvent également y être consultés.

Un fonctionnement libertaire

Le CAD est géré par l'assemblée générale de tous ses adhérents. Son budget est composé des cotisations et de dons (aucune subvention de qui que ce soit). Toutes les décisions sont prises en réunion plénière, tous les adhérents en reçoivent le compte rendu.

La réunion plénière se tient une fois par mois : le dernier samedi (à 15 heures) et le dernier lundi (à 19 heures) alternative. Son ordre du jour est constitué des questions inscrites par les adhérents.

Des ateliers

Des personnes se réunissent par ateliers autour de thèmes qui les intéressent :

- traduction de livres,
- archives photographiques,
- vidéo,
- lecture,
- organisation de débats, conférences.

Des groupes plus informels se constituent autour de thèmes divers. Le centre est ouvert à tout individu sous la seule condition de son adhésion (15 euros par an). Elle lui ouvre le droit d'emprunter des ouvrages ou documents audio ou vidéo, de participer aux AG et réunions plénières, de tenir des permanences et de participer au fonctionnement du local (y compris le ménage) et à sa gestion.

Centre Ascaso-Durruti
6 rue Henri-René
34000 Montpellier
Tel/Fax : 04 67 58 83 03
Internet :

<http://www.chez.com/ascasodurruti/>

Permanences les samedis et mardis de 14 à 19 heures

Floréal